



DISPONIBLE EN LIBRAIRIE LE 22 NOVEMBRE 2007

LOGEMENT ET COHÉSION SOCIALE

LE MAL-LOGEMENT AU CŒUR DES INÉGALITÉS

DIDIER VANONI ET CHRISTOPHE ROBERT



Alors que la presse se fait de plus en plus l'écho des tensions du marché de l'immobilier ou du mal-vivre dans les banlieues, que le droit au logement opposable a finalement été obtenu sous la pression des associations, la question du logement apparaît encore souvent comme un domaine particulièrement complexe et délicat à saisir dans toutes ses composantes (financières, foncières, techniques, réglementaires) et toutes ses dimensions (urbanistiques, territoriales, sociales, économiques).

Cet ouvrage s'intéresse plus particulièrement à la situation des mal-logés (3 millions de personnes aujourd'hui), tout en prenant acte de l'élargissement de cette crise du logement aux classes moyennes. Grâce à une approche par thèmes (logement social, mesures d'accompagnement social, structures d'hébergement et d'accueil d'urgence...) mais aussi par publics (jeunes, personnes défavorisées, étudiants, ménages vieillissants...), il contribue à dresser un état des lieux des différentes facettes de la question du logement en France. Il fait également le point sur le cadre législatif et ses évolutions (impact de la décentralisation en matière de logement des personnes défavorisées, attendus du Plan de cohésion sociale...) et offre aux professionnels concernés un ensemble de connaissances permettant de contextualiser leurs pratiques ou de donner une dimension plus stratégique à leurs interventions.

Un outil indispensable pour les travailleurs sociaux, responsables associatifs, fonctionnaires territoriaux, chefs de projets, élus locaux qui interviennent sur les questions de logement et sont confrontés sur le terrain à une situation de plus en plus critique.

Didier Vanoni est docteur en économie et directeur de FORS-Recherche sociale.

Christophe Robert est docteur en sociologie et directeur des études à la Fondation Abbé-Pierre pour le logement des défavorisés.

Tous deux interviennent régulièrement sur la crise du logement en France auprès des professionnels de l'action sociale, des responsables associatifs, des élus ou décideurs nationaux.

Collection : Alternatives sociales – 240 pages – 25 €

TABLE DES MATIÈRES

Introduction : Quand la crise du logement fait écho à une crise de société...

I / LE MAL-LOGEMENT : ÉTAT DES LIEUX ET DÉFINITIONS

1. Mal-logés et non logés : les différents publics victimes de l'exclusion du logement

Les sans-domicile fixe et les populations en errance

Les publics n'ayant pas de logement personnel

Les hébergés dans des structures d'accueil temporaire - Les hébergés par la famille, des amis ou des tiers - Les publics ayant des droits d'occupation limités - Les ménages en situation d'expulsion - Les ménages vivant dans des hôtels meublés

Les ménages vivant dans des conditions « indignes »

Les publics spécifiques

Les jeunes et les étudiants - Les gens du voyage - Les travailleurs saisonniers du tourisme et de l'agriculture - Les immigrés et les travailleurs migrants

2. Conséquences du mal-logement pour les territoires et pour les ménages

Les effets sur le budget des ménages d'une offre rare et chère

Difficultés d'accès et taux d'effort en hausse - Les risques en matière d'insertion sociale et professionnelle des jeunes

Les risques sanitaires et sociaux liés au mal-logement

Une thématique qui a des difficultés à émerger - Développement de l'exclusion et contribution à la production d'actes déviant

La dimension territoriale du mal-logement

Spécificités territoriales - Tendances communes et interdépendances entre les territoires - Les publics logés dans un habitat de relégation

Quantifier le mal-logement et ses conséquences

II / CRISE DU LOGEMENT, CRISE DES POLITIQUES DU LOGEMENT

3. Les politiques publiques à l'épreuve du déséquilibre structurel des marchés immobiliers

Le parc de logements actuel et ses évolutions depuis trente ans

Les dysfonctionnements des marchés immobiliers

Évolution des politiques du logement en France

Des années 1950 aux années 1990 : construction et déconstruction d'un système - Depuis la fin des années 1990 : la difficile recomposition d'un système d'intervention

Décentralisation et droit au logement

Plus qu'une décentralisation, une « nouvelle donne » - Pour une cohérence des nouvelles politiques territoriales - Des collectivités locales engagées dans des politiques volontaristes

Les dispositifs en faveur du logement des personnes défavorisées

4. Enjeux pour les politiques actuelles et à venir

Reconnaître l'inadaptation de la production à la demande sociale

Les classes moyennes dupées, les catégories modestes et pauvres oubliées - Une crise du logement à loyers accessibles - Décalage entre les publics ciblés par les dispositifs et ceux qui en bénéficient effectivement - Les effets pervers de l'amortissement fiscal

Mieux répartir l'offre accessible sur le territoire pour mieux répondre aux besoins des ménages

Les banlieues en crise... une autre facette de la crise du logement - Renouvellement urbain et crise du logement : le grand écart - Le défaut de solidarité entre les territoires : des essais de correction des déséquilibres

Faire évoluer les métiers et les fonctions au sein du système d'acteurs

La fonction donnée à l'hébergement et à l'hébergement d'urgence - Rôles et partage des responsabilités entre le parc social et le parc privé - Rendre opposable le droit au logement : enjeux et perspectives

Conclusion : L'enjeu pour demain : produire plus de logements accessibles et mieux les répartir sur les territoires

Liste des sigles - Bibliographie.